



Rapport sur le monitoring des violations des droits des prisonniers.

Période des mois de septembre à décembre 2021.

Plan du présent rapport.

I. INTRODUCTION.

II. TRAITEMENTS INHUMAINS ET DEGRADANTS.

III. INCENDIE MEURTIER DANS LA PRISON DE GITEGA

IV. INSUFFISANCE ALIMENTAIRE

V. PRIVATION DES SOINS DE SANTE.

VI. SURPOPULATION CARCERALE

VII .CONCLUSION

VIII . RECOMMANDATIONS

I. INTRODUCTION

ACAT -BURUNDI a documenté des cas de violations des droits des personnes privées de liberté détenues dans les établissements pénitentiaires des provinces de Bubanza, Bujumbura Mairie (Prison Mpimba), Bururi, Muyinga, Ruyigi, Rutana, Gitega, Muramvya et Rumonge au cours des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2021.

ACAT-BURUNDI avait salué une amélioration dans le traitement des personnes privées de liberté surtout au niveau des mauvais traitements infligés aux personnes privées de liberté mais le répit qui a été observé il y a six mois commence à se dégrader.

Les violations observées dans ces différentes prisons sont notamment des cas de traitements inhumains et dégradants constitutifs d'actes de torture et de mauvais traitements, l'insuffisance alimentaire, les difficultés liées à la santé ainsi que d'autres violations surtout dues à la surpopulation carcérale.

Des détenus affiliés au parti au pouvoir, le CNDD-FDD déguisés dans ce qu'ils ont dénommés « *comité de sécurité* » agissant en complicité avec l'administration pénitentiaire et la police assurant la garde des prisons sont pointés du doigt comme étant les présumés auteurs de ces violations.

II. CAS DE TRAITEMENTS INHUMAINS ET DEGRADANTS.

Au cours de cette période, le phénomène récurrent de maltraitance physique des prisonniers politiques a été documenté alors qu'il faisait un certain temps qu'une accalmie était observée. Des cas ont été documentés principalement dans la prison de Mpimba.

Comme annoncé ci-dessus, les auteurs de ces violations sont identifiés comme étant les détenus fidèles du parti au pouvoir, le CNDD-FDD qui se déguisent dans ce qu'ils ont dénommé membres du « *comité de sécurité* » et qui opèrent toujours en complicité avec la police et les autorités pénitentiaires.

A titre illustratif, ci-dessous les cas documentés au cours de cette période concernée par le présent rapport :

1. Une fouille des téléphones a été effectuée à la prison centrale de Mpimba en date du 10/09/2021 vers 12h30 min sans que les policiers ne portent les masques de prévention contre la covid 19. Cette fouille de téléphones s'est effectuée alors que l'administration pénitentiaire avait suspendu les visites des membres des familles des détenus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie covid19 dans les établissements pénitentiaires. Quelques chambres des détenus ont refusé l'entrée de ces policiers par peur d'être infecté. Le lendemain, 8 détenus abritant ces chambres ont été contraint de déménager par force comme punition.

2. A la prison de Gitega, il y a eu vote d'un représentant de la fédération de football en date du 19/09/2021. Le nouvel élu n'a pas été approuvé par les capitas généraux prétextant que c'est un manifestant contre le troisième mandat du défunt Président Pierre Nkurunziza en 2015 comme si un ancien manifestant n'a pas les mêmes droits que les autres prisonniers. Selon des informations recueillies dans la prison de Gitega, les capitas généraux ont été guidés par des mobiles de haine ethnique parce que le lendemain de l'élection, un certain Alain IRANKUNDA et Fiston NIZIGAMA tous appartenant à l'ethnie Tutsi ont été mis en chambre de correction prétextant qu'ils envisageaient de faire la manifestation contre la décision des capitas alors que c'était une façon de les mettre à l'écart car ils ont dit non à cette ingérence de ces soi-disant représentants des prisonniers dans les affaires internes de l'administration pénitentiaire.
3. Deux détenus de la prison de Mpimba ont subi des actes de torture jusqu'à ce qu'ils n'arrivent plus à se tenir debout sans l'aide d'autres personnes . C'était en date du 21/10/2021 lorsque les gens du Service National des Renseignements sont venus récupérer ces deux détenus de cette même maison de détention. Ces détenus sont entre autres Emery NIYOMBABAZI, qui a été incarcéré le 17/8/2021 avec comme numéro du dossier, le RMP 5931 et NIHOZEKO Cassien qui a été incarcéré en date du 5/03/2021 avec numéro du dossier le RMP 5539 tous par le parquet de Muha.
4. Dans la prison Mpimba, en date du 05/11/2021, un certain Gabriel NKESHIMANA est décédé des suites des fractures ouvertes après hémorragie. Il avait fait un accident avant sa détention. Depuis qu'il a été incarcéré, il avait demandé à maintes reprises l'autorisation d'aller se faire soigner dans un hôpital pouvant lui fournir des soins appropriés à l'extérieur de la prison mais l'administration de cette prison lui a refusé l'accès à ces soins. Plus tard, l'administration a accepté son transfert mais c'était trop tard, son état était déjà grave, il a succombé.
5. Dans la prison de Mpimba, après plusieurs jours sans nouvelles des dix-neuf combattants du mouvement armé le RED Tabara, nous avons appris qu'ils sont détenus dans une cellule de correction appelé « Tingitingi ». Le directeur de cette prison a ordonné que ces derniers dorment dans des douches, un milieu qui est exposé au froid , ils sont aussi privés des visites des membres de leurs familles. Selon des informations recueillies au sein de cette prison, ces derniers mangent uniquement une fois par jour et une nourriture mal préparée. Ils ne peuvent pas sortir de ce milieu. Ces mauvais traitements leur sont infligés pour les punir de leur engagement à combattre le gouvernement du Burundi.
6. Au sein de la prison de Muramvya, nous avons constaté en date du 22 novembre 2021 que les personnes capturées récemment parce qu'elles sont soupçonnées d'appartenir aux groupes rebelles ont passé la nuit dans les douches , exposées au froid, l'ordre a été donné par le directeur de la prison et un certain Régis. Les jambes de ces derniers commencent à être enflées. Le calvaire est terminé actuellement, ils dorment dans des dortoirs communs avec les autres prisonniers.

7. Des mauvais traitements sont infligés aux prisonniers politiques en grande partie ceux qui ont manifesté contre le 3eme mandat de feu président Pierre NKURUNZIZA en 2015 se sont observés depuis le 23/11/2021 au sein de la Prison de Rumonge.

Soulignons qu'un détournement des vivres réservés aux prisonniers a été signalé à cette maison carcérale et c'est le directeur de la prison en la personne de Patrice NKURUKIYE en complicité avec le chef de sécurité, le surnommé général KAJENEZA Mustapha ainsi que le capitaine général principal, un certain MANIRAMBONA Pierre qui sont pointés du doigt dans ce détournement. Pour dissimiler ce dossier de détournement, ces prisonniers politiques sont accusés à tort d'organiser les manifestations et de troubler la sécurité intérieure au sein de cette prison. La plupart de ces détenus sont mis dans des chambres correctionnelles, leurs téléphones sont fouillés et confisqués jusqu'à nouvel ordre. L'exemple le plus récent est celui d'un certain Claude AKUNDABAHIZI qui a été mis en cellule d'isolement et son téléphone confisqué. L'autre exemple est celui du Dr BIZUMUKAMA Louis qui a été intimidé par les mêmes chargés de sécurité en date du 16/11/2021.

8. Le mercredi 17/11/2021, un certain Alexis NTIKAZOHERA détenu à la prison de Gitega, a été accusé d'homosexualité et a été tabassé sérieusement par des charges de sécurité puis il a été mis dans une chambre correctionnelle par ces mêmes chargés de sécurité. Un certain NDIRITIRO, le chef de sécurité est à la tête de ceux qui infligent des actes de tortures à ces prisonniers politiques. C'est ce même général qui a infligé des actes de tortures à un certain Wenceslas, un autre général qui a été transféré depuis la prison de Mpimba. D'autres chefs de sécurité les plus cités dans cette affaire sont les nommés Japhet Atibou, Claude HATEGEKIMANA et NDIRITIRO.

III. INCENDIE MEURTIER DANS LA PRISON DE GITEGA

En date du 07 décembre 2021, un incendie meurtrier a ravagé la Prison de Gitega. Vers 04h00 du matin dans la chambre 4 du bloc communément appelé « KIBANDA » une explosion a été entendue et à partir de là le feu a ravagé la grande partie de la prison. Les dégâts sont énormes en termes de vies humaines et matériels.

Un bilan officiel de 38 morts, dont 12 asphyxiés et 26 morts par brûlures profondes sur un nombre total de 1539 prisonniers a été dressé dans la fraîcheur des faits par le Vice-Président de la République M. Prosper BAZOMBANZA, qui était à la tête d'une délégation des autorités étatiques et judiciaires sur les lieux du drame. Sans enquêtes minutieuses, La délégation gouvernementale s'est empressée d'affirmer que les installations électriques anarchiques sont la cause de l'incendie.

ACAT - BURUNDI déplore la négligence des autorités pénitentiaires dans la prévention de telles catastrophes dans la mesure où, les informations lui parvenues indiquent que la porte principale de la prison est fermée par deux cadenas dont l'un est gardé par la direction de la prison et l'autre par la police pénitentiaire alors que le personnel civil de la prison ne tient pas la garde de nuit.

ACAT – BURUNDI condamne ensuite le comportement affiché par la Police qui assure la garde de la prison pour n'avoir pas ouvert très rapidement la porte principale de la prison pour permettre les détenus de s'en fuir. Il a fallu attendre un administratif de la prison pour autoriser les prisonniers de se mettre à l'abri du feu. ACAT – BURUNDI regrette que la police nationale ait refusé l'accès sur les lieux des organisations humanitaires comme la CROIX ROUGE et Médecins Sans Frontières (MSF) dans la fraîcheur des faits probablement pour éviter que la réalité des dégâts ne soit connue.

ACAT – BURUNDI a enfin été profondément choquée de la façon dont les corps des victimes ont été enterrés dans la clandestinité et dans l'absence totale du respect des droits et de la dignité qui ont toujours caractérisés les Burundais lors de l'enterrement. En effet, les familles des victimes n'ont pas eu le droit d'enterrer les leurs et même d'accéder au lieu du drame pour rendre le dernier hommage à leurs proches, enterrés hâtivement et sans identification préalable la même nuit du 07 décembre 2021.

À la suite de cet incendie, ACAT – BURUNDI constate un risque accru de dégradation de la santé des survivants de la prison de Gitega qui vivent dans la promiscuité. Cette dernière accède difficilement à l'eau potable et même à l'électricité. Au regard de l'effectif élevé des prisonniers dépassant largement la capacité d'accueil, l'hygiène dans la prison n'est plus observée surtout pendant la nuit. Les prisonniers dorment dans les tentes installées dans la cour intérieure de la prison. En cette période pluvieuse, les prisonniers sont souvent inondés par cette eau pluvieuse.

IV . INSUFFISANCE ALIMENTAIRE.

Au cours de la période concernée par le présent rapport, il a été constaté dans plusieurs établissements pénitentiaires un manque criant des vivres destinés aux prisonniers, cette situation devient de plus en plus récurrente. La farine du manioc qui est la principale alimentation dans les prisons a connu un manque criant depuis plusieurs semaines et les prisonniers passent des jours sans qu'ils soient nourris de la ration quotidienne qui leur est prescrite et qui est jusque-là insuffisante.

A titre illustratif, dans la prison de Ngozi, sur tout le mois de décembre 2021, les prisonniers ont été servi la farine que dix jours. Les autres jours, ils ne bénéficiaient que du haricot seulement. Les prisons de RUMONGE, MURAMVYA, RUYIGI, BUBANZA et BURURI connaissent le même problème. La mesure de suspension des visites prise par la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires dans le but d'éviter la propagation de la pandémie covid 19 dans les prisons et l'interdiction de communiquer à l'extérieur par téléphone compliquent la situation étant donné que les détenus ne sont plus en contact avec leurs proches pour que ces derniers leurs viennent en aide.

Rappelons qu'en temps normal la ration journalière reconnue à chaque prisonnier est de 350g de haricots et 350g de farine par jour.

V. CAS DE PRIVATION AUX SOINS DE SANTE

La problématique d'accès aux soins de santé pour les prisonniers en état de besoin de se rendre à l'extérieur de la prison s'est fait toujours remarquer au cours de cette période de rapportage. Une certaine catégorie de détenus à savoir ceux poursuivis pour des crimes ayant traits à la politique continue d'être privés de leur droit à l'accès aux soins à l'extérieur de la prison et cette mesure inique provoque une détérioration de la santé des détenus.

La prison de Mpimba vient en tête dans la violation du droit à l'accès aux soins de santé.

Ci-dessous les cas recensés dans la prison de Mpimba:

1. KABURA Serges, souffre de cataracte avec un stade avancé. Depuis un certain temps, le Docteur a autorisé ce dernier pour qu'il aille se faire soigner ailleurs mais jusqu'aujourd'hui rien n'a été fait pour qu'il aille recevoir des soins à l'extérieur de la prison.
2. Un certain TUYISABE Adonis, souffre depuis longtemps d'une Hernie. Il doit subir une opération mais il est refusé d'accès à l'hôpital le plus approprié pour lui fournir des soins dont il a besoin.
3. NIYONKURU Steve avait subi une opération au niveau du ventre avant son incarcération. Récemment, il a eu des complications au niveau du nombril et il doit subir une deuxième opération mais son autorisation a été refusée.
4. Un certain Macumi Emmanuel souffre lui aussi d'une Hernie et il devrait subir rapidement d'une opération parce qu'il est déjà en état critique. Il a demandé à maintes reprises l'autorisation d'aller se faire soigner en dehors de la prison mais sans succès.
5. MBAZUMUTIMA Richard souffre d'un abcès au niveau des testicules. Le docteur a demandé que ce dernier soit opéré ailleurs mais jusqu'à présent le directeur de la prison n'a pas encore autorisé son transfert.
6. Un certain HAVYARIMANA Célestin souffre de l'hypertension artérielle. Les tests médicaux montrent que son état est très grave et les médicaments du centre de santé ne parviennent pas à le stabiliser. Il faudrait qu'il aille dans un hôpital approprié pour recevoir les soins dont il a besoin.

VI. SURPOPULATION CARCERALE

A part ces mauvais traitements dont sont victimes certains détenus dans différentes maisons de détention du Burundi, il s'observe toujours un effectif élevé dépassant la capacité d'accueil des prisons si l'on se réfère au nombre de détenus qu'elles devraient accueillir et le nombre de prisonniers qu'elles comptent actuellement et cela s'explique par l'abus du droit d'arrestation par les magistrats, la lenteur dans le traitement des dossiers judiciaires des prévenus.

Nous nous réjouissons que la mauvaise pratique de maintenir en détention les prisonniers acquittés ou qui ont purgé les peines a sensiblement diminué. Ceux qui étaient maintenus en cet état dans la prison de Mpimba viennent d'être libérés avant la fin de l'année 2021, c'est un bon exemple.

Nous demandons que des vérifications soient menées dans d'autres prisonniers pour que les détenus ne restent pas dans une situation d'injustice, il y a un cas interpellant de MANIRAKIZA Bosco qui a été acquitté depuis décembre 2020 mais qui reste en détention dans la prison de Muramvya, son cas n'est pas isolé malheureusement.

ACAT – BURUNDI salue la mesure prise par le chef de l'Etat lors du discours à la nation à l'occasion des fêtes de fin d'année 2021 de libérer tous les prévenus sauf ceux qui sont poursuivis pour meurtre ou assassinat. Cette mesure une fois mise en application pourrait apporter un léger mieux par rapport à ce surpeuplement des prisons burundais.

Les tableaux ci-dessous illustrent cette situation de surpeuplement :

i. Mois d'octobre 2021

Etablissement pénitentiaire	Capacité d'accueil	Nombre total de prisonniers	Nombre de Prévenus	Nombre de condamnés	Taux d'occupation
MURAMVYA	100	953 dont 8 nourrissons	374	569	953%
MPIMBA	800	4542 dont 31 nourrissons	2943	1599	567,75%
GITEGA	400	1430 dont 18 nourrissons	608	842	357,5 %
RUMONGE dont 6 nourrissons	800	931	335	596	116.38%
BURURI	250	334	201	133	133,6%

MUYINGA	300 dont 2 nourrissons	472	138	334	157.33%
RUTANA	350	547	225	322	156,29%
RUYIGI	300 dont 10 nourrissons	766	312	454	255.33%
BUBANZA	100	527	269	255	527 %
NGOZI (homme)	400	1628	679	949	407%
NGOZI (femme)	250	165	68	75	66%

La Population carcérale était de 12400 détenus et 118 nourrissons

ii. Mois de novembre 2021

Etablissement pénitentiaire	Capacité d'accueil	Nombre total de prisonniers	Nombre de Prévenus	Nombre de condamnés	Taux d'occupation
MURAMVYA	100	848	390	458	848%
MPIMBA	800	4631	3034	2597	578,88%
GITEGA	400	1525	658	867	381,25 %
RUMONGE	800	947	328	619	118.38%
BURURI	250	346	210	136	138,4%
MUYINGA	300	496	165	331	165.33%
RUTANA	350	562	228	334	160,57%
RUYIGI	300	971	363	608	323.67 %

BUBANZA	200	556	277	255	532 %
NGOZI (hommes)	400	1717	791	926	429.25%
NGOZI (femme)	250	178	80	78	71.20%

La Population carcérale était de 12878 détenus

iii. Mois de décembre 2021

Etablissement pénitentiaire	Capacité d'accueil	Nombre total de prisonniers	Nombre de Prévenus	Nombre de condamnés	Taux d'occupation
BUBANZA	200	556	259	217	278%
BURURI	250	352	218	134	140.8%
GITEGA	400	1439	566	873	359.75 %
MPIBA	800	4637	3126	1511	579.63%
MURAMVYA	100	681	436	245	681%
MUYINGA	300	508	469	39	169.33%
RUTANA	350	576	335	341	164,57%
RUYIGI	300	985	380	605	328.33%
BUBANZA	100	532	277	255	533 %
NGOZI (Homme)	400	1802	842	960	450.50%
NGOZI (femme)	250	209	82	102	83.6%

Population carcérale était de 13002 détenus au 31 décembre 2021

VII. CONCLUSION

Les droits des personnes privées de liberté continuent d'être violés au sein des différents établissements pénitentiaires. L'administration pénitentiaire qui normalement est appelée à protéger les prisonniers participe dans la violation de leurs droits .

Les détenus poursuivis pour des crimes à caractère politiques sont particulièrement la cible des fidèles du parti au pouvoir qui sont à l'intérieur des prisons pour surveiller et infliger des traitements inhumains à leurs pairs opposants politiques ou supposés . ACAT-BURUNDI déplore l'exclusion et le harcèlement continuel à l'endroit des prisonniers politiques comme nous ne cessons pas de le dénoncer.

La surpopulation carcérale reste un problème majeur pour les établissements pénitentiaires au Burundi ,cela a également un impact sur l'alimentation des prisonniers dont la nourriture manque ces derniers jours.

ACAT-BURUNDI remarque qu'il n'y a pas assez de mesures appropriées pour limiter la propagation de la pandémie covid 19 à part l'interdiction des visites par les familles. L'accès aux soins de santé demeure aussi un problème sérieux pour certains prisonniers.

VIII. RECOMMANDATIONS

Au regard de cette situation, ACAT-BURUNDI recommande aux autorités burundaises en l'occurrence la ministre de la Justice de prendre conscience de la gravité de la situation et fournir un effort pour mettre fin aux récurrentes violations des droits humains dans le milieu carcéral en prenant les mesures ci – après :

- Arrêter et traduire en justice les auteurs des violations des droits de l'homme en général et ceux des détenus en particulier ;
- Faire respecter le droit à l'accès effectif aux soins de santé aux détenus et sans distinction ;
- Respecter le droit à l'alimentation des détenus en évitant les ruptures des stocks des vivres ;
- Améliorer les conditions carcérales en mettant en application urgemment la mesure de désengorgement des prisons prise par le Chef de l'Etat et de traiter sur le même pied d'égalité tous les prisonniers,
- Mettre en place des mesures adéquates de prévention de la Covid 19 dont le dépistage régulier dans le milieu carcéral,
- Ouvrir une enquête indépendante pour connaître la cause de l'incendie et l'ampleur de tous les dégâts dans l'incendie de la prison de Gitega.

.....FIN.....